

Mobiliser la pharmacie pour garantir la couverture vaccinale tout au long de la vie

Un rapport de l'intelligence
globale de la FIP

RÉSUMÉ

2024



Colophon

Copyright 2024 Fédération Internationale Pharmaceutique (FIP)

Fédération internationale pharmaceutique (FIP)
Andries Bickerweg 5
2517 JP La Haye
Pays-Bas
www.fip.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être stockée dans un système d'extraction ou transcrite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit - électronique, mécanique, enregistrement ou autre - sans que la source soit citée. La FIP ne peut être tenue responsable des dommages résultant de l'utilisation des données et informations contenues dans ce rapport. Toutes les mesures ont été prises pour garantir l'exactitude des données et des informations présentées dans ce rapport.

Ce document a été traduit de l'anglais par la Conférence Internationale des Ordres de Pharmaciens Francophones (CIOPF). En cas de divergence entre les deux textes, le document original de la Fédération Internationale Pharmaceutique en anglais fera foi. Le droit d'auteur reste celui de la Fédération Internationale Pharmaceutique.

Auteurs :

Gonçalo Sousa Pinto, responsable du développement et de la transformation des pratiques
Farah Aqqad, FIP Spécialiste de l'intégration des données
Nisa Masyitah, coordinatrice des projets et des données (GPO)
Sherly Meilianti, spécialiste des données et de l'intelligence de la FIP
Diala Koudmani, coordinatrice des projets de la FIP sur les objectifs de développement (GPO)
Mfonobong Ekpoh, coordinateur des projets de développement et de transformation des pratiques
Deborah Shomuyiwa, stagiaire à la FIP

Rédacteurs en chef :

Gonçalo Sousa Pinto, responsable de la FIP pour la transformation des pratiques
Ian Bates, directeur de l'Observatoire mondial des produits pharmaceutiques (GPO) de la FIP
Dalia Bajis, chef de programme principal de la FIP
Catherine Duggan, directrice générale de la FIP

Image de couverture :

D'après© Who_I_am | iStockphotos.com

Citation recommandée

Fédération internationale pharmaceutique (FIP). Mobiliser la pharmacie pour garantir la couverture vaccinale tout au long de la vie : Un rapport d'information mondial de la FIP. Résumé. La Haye: Fédération internationale pharmaceutique ; 2024.

Contenu

Remerciements.....	1
Avant-propos.....	2
Résumé.....	3
Résumé et conclusions	10
Remerciements particuliers.....	11
Annexe : Résumé des données de l'étude.....	14

Remerciements

Le contenu de ce rapport a été produit de manière indépendante par les auteurs et les rédacteurs.

La FIP remercie ses organisations membres pour leur contribution à cette étude. La liste des organisations membres qui ont répondu à l'enquête peut être consultée dans la section Remerciements particuliers.

Cette étude a bénéficié d'une subvention sans restriction de GSK.



Avant-propos

La réalisation de la couverture sanitaire universelle (CSU) reste un objectif vital à l'échelle mondiale. La vaccination contre les maladies évitables par la vaccination réduit la morbidité et la mortalité et contribue à l'immunité collective. Elle réduit également les visites aux urgences et la pression exercée sur les établissements de santé existants, libérant ainsi des ressources (y compris le personnel de santé) pour d'autres services de santé indispensables. Dans diverses régions du monde, le scepticisme persiste de la part des différentes parties prenantes quant à la capacité des pharmaciens à fournir des services de vaccination. Toutefois, compte tenu de leur accessibilité, de leurs qualifications et de leur expérience en matière de gestion des soins aux patients, les pharmaciens, en particulier ceux qui travaillent dans des pharmacies d'officine ou des établissements de soins primaires, sont en mesure de jouer un rôle essentiel dans l'avancement des efforts de vaccination à l'échelle mondiale. Grâce à cette approche, ils contribuent à l'efficacité et à la résilience du système de santé et apportent une valeur ajoutée aux patients.

En 2023, la FIP a publié une [déclaration de politique générale sur le rôle de la pharmacie dans la vaccination au cours de la vie](#) (une politique mondiale pour la profession) qui souligne l'importance d'élargir les calendriers et les stratégies de vaccination au-delà de la petite enfance, ainsi que d'intégrer les pharmaciens dans les parcours de vaccination des patients. Il est impératif de reconnaître et de valoriser le rôle des pharmaciens en tant que vaccinateurs si l'on veut augmenter efficacement le taux de vaccination dans les communautés. Leur accessibilité et leur commodité sont essentielles pour garantir que les vaccins atteignent même les populations les plus vulnérables. Cela est particulièrement important dans les régions qui n'ont pas accès aux soins de santé traditionnels et aux prestataires de services de vaccination. Les gouvernements peuvent améliorer les taux de couverture vaccinale et protéger le bien-être de la population en profitant de l'accessibilité et de l'expertise des pharmaciens dans l'administration des vaccins au public.

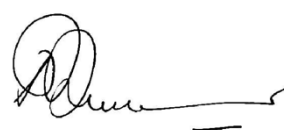
La contribution des pharmaciens à la vaccination connaît une expansion significative, car de plus en plus de pays autorisent les pharmaciens à fournir ce service de soins de santé et de santé publique. La FIP reste déterminée à soutenir ce rôle important des pharmaciens et plaide en faveur d'une utilisation généralisée des pharmaciens pour assurer la couverture vaccinale et l'amélioration des systèmes de santé. C'est pourquoi, dans le prolongement de nos publications sur la surveillance de la vaccination en 2016 et 2020, j'ai le plaisir de vous présenter ce rapport mondial qui contient les mises à jour les plus récentes sur les contributions de la pharmacie à la vaccination.

Ce rapport représente les conclusions de 120 pays et territoires, et je suis convaincu que les informations fournies dans ce travail seront utiles aux organisations membres de la FIP et à d'autres parties prenantes, ainsi qu'à leurs efforts de plaidoyer en faveur de la vaccination par les pharmaciens au niveau national. Pour compléter ce rapport, nous avons élaboré un [atlas interactif](#), une ressource numérique dynamique qui met en lumière les résultats significatifs et les idées clés de notre étude approfondie sur la vaccination menée par les pharmaciens.

Les résultats de cette étude révèlent une augmentation significative du nombre de pays ayant introduit la vaccination en pharmacie, soit 22 pays de plus que dans notre rapport de 2020. Il est important de noter que le rapport 2020 incluait également des données agrégées de l'enquête 2016 pour les pays qui n'ont pas participé à l'enquête 2020, garantissant ainsi une analyse complète. En conséquence, le nombre total de pays ayant autorisé les vaccinations en pharmacie s'élève désormais à 56, soit une augmentation de 64,7 % par rapport aux 34 pays recensés en 2020. Ces données soulignent les changements politiques et réglementaires en cours dans de nombreux pays, qui sont nécessaires pour introduire ces services précieux à l'avenir.

Un long chemin reste à parcourir et la FIP continuera à défendre et à soutenir ses membres dans l'élargissement de notre champ d'action et de nos contributions à la société.

Paul Sinclair
Président
Fédération internationale pharmaceutique



Résumé analytique

Note : Ce rapport est accompagné de l'[atlas interactif en ligne de la surveillance des vaccinations par les pharmacies dans le cadre de la FIP](#).

Vous trouverez ci-dessous une ventilation (ou un résumé) des dénominateurs mentionnés dans chaque section de ce rapport :

	Nombre de pays et territoires inclus dans le rapport, toutes sources confondues (enquêtes FIP de 2024, 2020 et 2016 et analyse documentaire).	120
	Nombre de pays et territoires ayant participé à l' enquête 2024	73
	Nombre de pays et territoires inclus dans le rapport avec des données sur la disponibilité de la vaccination en pharmacie	117
	Nombre de pays et territoires inclus dans le rapport avec des données sur l' autorisation des pharmaciens à prescrire des vaccins	53
	Nombre de pays et territoires inclus dans le rapport avec des données sur les développements politiques	79
	Nombre de pays et territoires inclus avec des données sur le remboursement des services de vaccination	37
	Nombre de pays et territoires disposant de données sur l'autorisation accordée aux pharmaciens d'administrer des vaccins en dehors des locaux de la pharmacie	77
	Nombre de pays et territoires disposant de données sur l'existence d'une formation à la vaccination pour les pharmaciens	116 (47 où les pharmaciens sont autorisés à administrer des vaccins, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de la pharmacie, et 69 où les pharmaciens ne sont pas autorisés à le faire)
	Nombre de pays et territoires disposant de données sur l'accès aux carnets de vaccination (droits de lecture)	117
	Nombre de pays et territoires disposant de données sur l'accès aux carnets de vaccination (droits d'écriture) (uniquement pour les pharmaciens qui peuvent administrer des vaccins)	43

Le rôle des pharmaciens dans les initiatives de santé mondiale a considérablement évolué, en particulier dans le domaine de la vaccination, passant des responsabilités traditionnelles d'experts en médecine à celles d'acteurs reconnus comme faisant partie intégrante des équipes interdisciplinaires et des services de soins de santé de première ligne. Reconnaisant l'autorité croissante des pharmaciens pour administrer des vaccins dans diverses régions et les avantages qui en découlent, ce rapport vise à fournir une vue d'ensemble de l'état actuel des services de vaccination dirigés par des pharmaciens.

En 2016, la Fédération internationale pharmaceutique (FIP) a lancé la première enquête mondiale visant à identifier le rôle des pharmaciens dans la vaccination. Cette enquête a été suivie d'une autre enquête exhaustive menée entre décembre 2019 et mars 2020, à laquelle ont participé des organisations de 99 pays et territoires. Poursuivant ce travail, la FIP a mené une nouvelle enquête en 2024, afin d'actualiser et d'élargir les données sur les pratiques de vaccination menées par les pharmaciens à l'échelle mondiale. Ce rapport a utilisé une approche méthodologique mixte combinant les résultats récents de l'enquête 2024 avec des enquêtes antérieures, des analyses documentaires et des données nouvellement collectées. Il constitue à ce jour l'étude mondiale la plus complète et la plus représentative sur ce sujet.

Les réponses à l'enquête ont été recueillies auprès de 77 organisations membres réparties dans 73 pays et territoires, soit un taux de réponse de 63,5 % (73 pays et territoires sur les 115 invités). En outre, cette étude a également intégré les données de 39 pays et territoires qui avaient participé aux enquêtes précédentes menées entre 2016 et 2022. La collecte de données a également été élargie pour inclure des sources primaires et secondaires. Au total, les données de huit pays et territoires ont été intégrées, portant la couverture globale de l'étude à 120 pays et territoires.

Dans ce rapport, nous avons cherché à évaluer divers aspects de la vaccination menée par les pharmaciens, notamment les activités de sensibilisation, les cadres réglementaires, l'administration et la prescription des vaccins, la formation et la certification, l'accès aux carnets de vaccination et les modèles de rémunération, et nous avons identifié les obstacles à l'expansion de ces services dans le cadre de la pratique pharmaceutique.

Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet de surveillance de la vaccination de la FIP, une initiative continue visant à observer et évaluer l'évolution du rôle des pharmaciens dans les stratégies de vaccination à l'échelle mondiale. La collecte régulière de ces données auprès des membres de la FIP est importante car elle permet de constituer une base solide à partir de laquelle les membres peuvent plaider en faveur de politiques et de réglementations favorables et d'une plus grande inclusion des pharmaciens dans les stratégies de vaccination dans leurs pays. Cette surveillance continue est essentielle pour fournir les preuves nécessaires à nos membres et appuyer les actions de lobbying en faveur d'un rôle accru des pharmaciens dans la vaccination et les pratiques d'immunisation à travers le monde.

RÉSULTATS CLÉS

Le rôle des pharmaciens dans la promotion de la vaccination, son adoption, et dans la défense de la vaccination

- Les réponses cumulées de 109 pays aux enquêtes de 2016, 2020 et 2024 ont confirmé que les pharmaciens jouent un rôle actif dans la sensibilisation et le plaidoyer en faveur de la vaccination. Dans la majorité des pays, ils fournissent des informations et des conseils sur la vaccination et participent à des campagnes de vaccination initiées par la profession pharmaceutique.
- Sur la base des données actuelles, il est évident que les pharmaciens sont sous-représentés au sein des groupes consultatifs techniques nationaux sur la vaccination dans de nombreux pays. Leur inclusion dans ces instances stratégiques pourrait être favorisée par l'implication de parties prenantes de haut niveau et des efforts ciblés de sensibilisation.

Cadres réglementaires et contractuels pour la vaccination en pharmacie

- Les données actuelles sur la vaccination en pharmacie sont disponibles pour 117 pays et territoires. Parmi ceux-ci, la vaccination en pharmacie (VBP) est autorisée dans 56 pays et territoires, soit 47,9 % du total. Cela représente **une augmentation significative de 22 pays (64,7 %)** par rapport aux données communiquées par la FIP en 2020, qui avait recensé 34 pays et territoires pratiquant la VBP. Cette évolution témoigne de changements actifs dans la pratique pharmaceutique et les cadres réglementaires visant à intégrer les services de vaccination dans les pharmacies.
- Cette augmentation inclut 17 pays qui ont déclaré ne pas avoir de PBV dans leurs réponses à l'enquête de 2020 et qui l'ont depuis mise en œuvre : Albanie, Algérie, Belgique, Cameroun, Cap-Vert, Croatie, Allemagne, Ghana, Italie, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Nigeria, Pologne, Roumanie, Émirats arabes unis et Yémen. Par ailleurs, cinq pays pour lesquels aucune donnée n'était disponible auparavant ont été identifiés comme pratiquant désormais la PBV : le Luxembourg, la Namibie, l'Arabie Saoudite, le Sud-Soudan et la Tunisie.
- Bien que le nombre total de pays disposant d'un système de rémunération ait augmenté, 61 des 117 pays et territoires analysés n'offrent toujours pas de prise en charge financière, ce qui met en évidence des disparités persistantes, tant sur le plan régional et réglementaire, freinant une mise en œuvre plus large.
- Parmi les 56 pays pratiquant la PBV, 13 permettent l'administration des vaccins par d'autres professionnels de santé que les pharmaciens. Cela représente environ 11,1 % de l'échantillon (n=117).
- Sur les 56 pays ou territoires ayant réglementé la vaccination en pharmacie, 53 ont fourni des données sur le pouvoir de prescription des pharmaciens. Celui-ci est défini comme l'autorisation pour les pharmaciens d'administrer ou de délivrer des vaccins sans prescription médicale, en assumant la responsabilité d'évaluer l'éligibilité des individus aux vaccins.
- **Dans 26 pays ou territoires (49 %), les pharmaciens sont autorisés à prescrire certains vaccins.** Il s'agit d'une augmentation notable par rapport à 2020, où la majorité des répondants (68 %) ne disposaient pas de pouvoir de prescription, et où seulement sept répondants (21 %) autorisaient les pharmaciens à prescrire certains vaccins.



Évolution de la politique de vaccination en pharmacie

- Sur les 79 pays étudiés en 2024, 37 (environ 47 %) proposent ou élaborent activement des politiques visant à renforcer les compétences des pharmaciens en matière d'administration ou de prescription de vaccins. Cette tendance reflète une volonté croissante d'élargir les responsabilités des pharmaciens dans le secteur de la santé publique.
- En particulier, 12 des pays qui ne pratiquent actuellement aucune forme de vaccination en pharmacie et quatre autres (Croatie, Estonie, Finlande, Malte) qui autorisent les vaccinations en pharmacie sans permettre aux pharmaciens de les administrer, envisagent une évolution de leur cadre réglementaire.
- Les 42 pays restants (53 %) n'ont signalé aucun changement de politique en cours concernant le rôle des pharmaciens dans la vaccination. Ce groupe comprend 20 pays où les pharmaciens administrent déjà des vaccins, ainsi que cinq pays (Bangladesh, Liban, Népal, Paraguay et Suède) où les pharmaciens n'ont pas l'autorisation d'administrer des vaccins malgré l'existence d'un système de protection des patients.

Remboursement des services de vaccination

- Dans la plupart des pays et territoires (21 sur 37), les services de vaccination en pharmacie sont à la charge du patient. Cependant, l'étude a identifié 13 pays où ces services sont remboursés par les systèmes de santé publics et neuf où ils le sont par des systèmes de santé privés. Enfin, dans 10 pays, le service est gratuit pour le patient ou pour le système de santé, le coût étant pris en charge par la pharmacie.
- Ce rapport fournit un aperçu préliminaire des processus de rémunération des services de vaccination en pharmacie, ouvrant la voie à une analyse plus détaillée qui sera publiée dans un rapport ultérieur, prévu courant 2024.

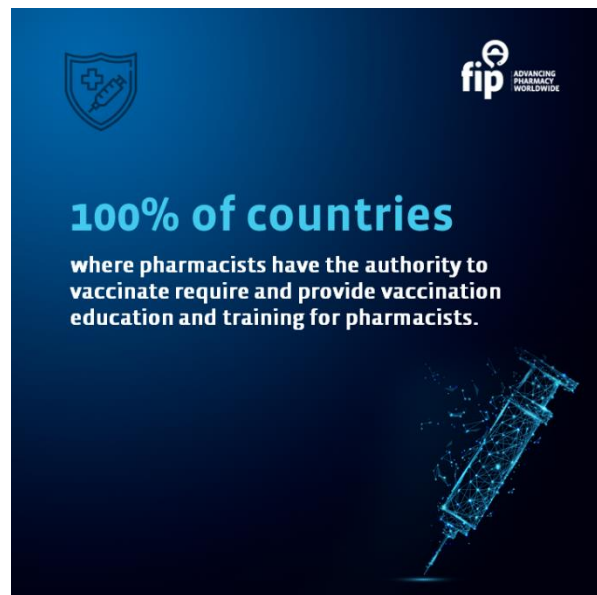
Administration des vaccins en pharmacie

- Le vaccin contre la grippe est le vaccin le plus couramment administré par les pharmaciens, disponible dans 31 pays.
- Le vaccin contre la COVID-19 est également administré par des pharmaciens dans 30 pays.
- D'autres vaccins, tels que les rappels Tdap (contre le tétanos, la diphtérie et la coqueluche), les vaccins contre l'hépatite B, le pneumocoque, le papillomavirus humain (HPV), l'herpès zoster (zona) et le méningocoque, peuvent être administrés dans 14 à 20 des pays.
- L'introduction du vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS) dans huit pays marque une étape importante dans l'élargissement des options de vaccination disponibles en pharmacie.
- Les autorités chargées de l'administration des vaccins varient d'un pays à l'autre, avec une tendance à l'augmentation des rappels de Tdap et des vaccins contre le papillomavirus.
- D'importantes différences existent quant aux groupes d'âge et aux populations éligibles à la vaccination : 13 pays autorisent les pharmaciens à administrer certains vaccins à des personnes de toutes les tranches d'âge, tandis que d'autres restreignent cette autorisation à des tranches d'âge spécifiques. Par ailleurs, si huit pays autorisent l'administration des neuf vaccins mentionnés dans l'enquête, d'autres n'en autorisent que certains.
- Dans des pays tels que l'Australie, le Canada, la Suisse et les États-Unis, les critères d'éligibilité diffèrent d'une juridiction infranationale à l'autre, ce qui entraîne des disparités dans les pratiques au niveau local ou régional.
- Dans 29 des 77 pays et territoires (38 %), les pharmaciens sont autorisés à administrer des vaccins en dehors des locaux de l'officine, dans des lieux tels que les cliniques et autres établissements de santé, les lieux de travail, les maisons de retraite, les écoles ou les domiciles des patients. La possibilité de réaliser la vaccination dans des lieux alternatifs améliore la commodité et l'accessibilité pour les patients, contribuant ainsi à une meilleure acceptation vaccinale et à des résultats positifs en matière de santé publique.



Éducation et formation pour les services de vaccination fournis par les pharmaciens

- Les pharmaciens reçoivent une formation à la vaccination dans plus de la moitié des 116 pays étudiés (n=64 ; 55,2%), y compris dans ceux où ils ne sont pas autorisés à vacciner. Dans 100% des pays où les pharmaciens sont autorisés à vacciner, une formation spécifique est dispensée pour assurer la qualité et la sécurité de ce service.
- Depuis 2016, on observe une augmentation du nombre de pays déclarant offrir une formation à la vaccination pour les pharmaciens, passant de 12 à 64 pays (+433%). Cette évolution témoigne d'une reconnaissance croissante du rôle essentiel des pharmaciens dans les stratégies de vaccination, ainsi que d'un engagement accru à les doter de compétences et de connaissances essentielles.
- Depuis 2016, le nombre de pays déclarant offrir une formation à la vaccination au niveau du premier cycle est passé de six à 19. Parallèlement, la formation post-inscription, post-graduée ou dans le cadre de la formation professionnelle continue est passée de 11 à 41 pays. Cette évolution souligne l'importance croissante accordée à une formation pharmaceutique complète en matière de formation à la vaccination.
- Etant donné que la formation à la vaccination est obligatoire dans 22 pays et que des exigences de renouvellement sont en place dans 17 pays, il devient urgent de mettre en place des programmes de formation continue et de renouvellement de la certification. Cette démarche est indispensable pour garantir la qualité durable des services, à mesure que de plus en plus de pharmaciens sont habilités à administrer des vaccins.
- En conclusion, des différences notables persistent entre les pays en ce qui concerne l'étendue de l'autorisation accordée aux pharmaciens d'administrer des vaccins, ainsi que la disponibilité de la formation nécessaire pour soutenir leur rôle dans la prestation de services de vaccination.



Accès des pharmaciens aux carnets de vaccination

- La majorité des pharmaciens n'ont pas accès aux carnets de vaccination, principalement en raison du fait que la vaccination en pharmacie n'est pas encore disponible dans de nombreux pays.
- Une légère augmentation a été observée entre 2016 et 2024 dans les pays où les pharmaciens disposent d'un accès complet ou partiel aux carnets de vaccination. Les données récentes de 2024 (n=73) indiquent que seuls 10 pays (13,7 %) offrent un accès total, tandis que 18 pays (24,7 %) permettent un accès limité à certains carnets.
- Des tendances positives ont également été observées entre 2016 et 2024 dans les pays où les pharmaciens sont autorisés à documenter dans les dossiers des patients les vaccins qu'ils ont administrés, que cette documentation soit obligatoire ou facultative. Selon les données de 2024 (n=32), l'enregistrement obligatoire dans un registre de vaccination partagé est en vigueur dans 20 pays (62,5 %), tandis que six pays (18,8 %) autorisent un enregistrement volontaire.
- Selon l'enquête menée en 2024 (n=38), la majorité des pharmacies utilisent principalement un système électronique partagé au niveau national ou un registre papier (par exemple, une carte ou un carnet de vaccination conservé par le patient), avec respectivement 18 pays (47,4 %) et 17 pays (44,7 %).

Taux de satisfaction du public à l'égard des services de vaccination en pharmacie

- Des projets pilotes menés en France, en Irlande, en Belgique, en Estonie et en Pologne ont démontré un niveau de satisfaction élevé des patients vis-à-vis de la vaccination réalisée en pharmacie, en mettant l'accent sur la commodité du service et le professionnalisme des pharmaciens.
- Des pays tels que l'Arabie saoudite, Singapour et la Suisse acceptent de plus en plus le rôle élargi des pharmaciens dans la prestation des soins de santé.
- Certaines difficultés subsistent, notamment la résistance des professionnels de la santé en Indonésie, ainsi que des préférences divergentes exprimées par les patients au Liban et en Malaisie.
- Des enquêtes menées au Canada, en Allemagne et dans plusieurs autres pays mettent en évidence la grande satisfaction des patients et leur volonté de recourir aux services de vaccination en pharmacie.

Limites au développement du rôle des pharmaciens dans la vaccination

- L'évolution des données entre 2016 et 2024 témoigne d'un changement dynamique dans la perception des obstacles à la vaccination en pharmacie, avec une tendance générale à l'amélioration des conditions pour les pharmaciens dans les contextes où la vaccination est pratiquée en dehors de la pharmacie. On observe notamment une diminution marquée du manque de confiance par les pharmaciens, passant de 81 % en 2020 à 33 % en 2024.
- De nouveaux défis ont émergé dans les contextes où la vaccination est déjà pratiquée en pharmacie. Ces défis mettent en lumière des domaines spécifiques nécessitant une attention particulière, tels que le renforcement de la formation des pharmaciens, la sensibilisation du public au rôle des pharmaciens dans la vaccination, ainsi que la prise en compte des perceptions pouvant dissuader certains patients de recourir à ces services.
- Un manque perçu ou réel de soutien et de reconnaissance de la part des autorités gouvernementales et des autres professions de santé à l'égard de la vaccination effectuée par les pharmaciens est fréquemment rapporté, tant dans les pays où la vaccination en pharmacie est autorisée que dans ceux où elle ne l'est pas. Il est donc essentiel de renforcer la sensibilisation des parties prenantes aux bénéfices de l'implication des pharmaciens dans les campagnes de vaccination, et de promouvoir des relations interprofessionnelles constructives.
- L'absence de rémunération pour les services de vaccination fournis par les pharmaciens constitue un obstacle majeur, compromettant la durabilité et l'équité d'accès à ces services de santé publique.
- Dans plusieurs pays, des restrictions légales empêchent les pharmaciens d'administrer des vaccins, ce qui entrave considérablement leur capacité à contribuer aux efforts de vaccination et à jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la santé publique.

Résumé et conclusions

Dans les enquêtes de la FIP menées en 2016 et 2020, les données révèlent des avancées significatives. Un nombre croissant de pays et de territoires se sont engagés dans des activités de soutien et de plaidoyer en faveur de la vaccination en pharmacie, entraînant une augmentation notable de la disponibilité de ce service à l'échelle mondiale. Par ailleurs, on observe une augmentation du nombre de pays dans lesquels des politiques sont en cours d'élaboration, ce qui devrait renforcer l'implication des pharmaciens dans la vaccination, améliorer l'accessibilité aux services de vaccination et accroître la couverture vaccinale.

L'introduction de la vaccination en pharmacie dans 22 nouveaux pays depuis la publication des données de 2020 illustre l'expansion dynamique de ce service. Cette évolution reflète une tendance positive dans la pratique des soins de santé, où les pharmaciens sont de plus en plus reconnus comme des acteurs clés de la vaccination. Cependant, malgré ces avancées et les données probantes disponibles, des défis importants subsistent. Des obstacles législatifs et réglementaires continuent de limiter la pleine participation des pharmaciens aux stratégies d'immunisation. La mise en place de systèmes de remboursement complets, ainsi que la normalisation des processus de formation et de certification, constituent des enjeux majeurs qui méritent une attention renforcée.

L'implémentation inégale et fragmentée de la vaccination en pharmacie dans les différentes régions souligne la nécessité d'adopter une approche harmonisée et structurée, tant en matière d'accès aux carnets de vaccination qu'en ce qui concerne l'engagement des pharmaciens dans la vaccination. Il est essentiel de poursuivre la collaboration avec les autorités gouvernementales et les prestataires de soins de santé, tout en renforçant l'éducation du public sur le rôle des pharmaciens dans la vaccination.

Alors que les pharmaciens continuent d'être reconnus des experts du médicament et des professionnels de soins de santé de première ligne, leur engagement accru dans la vaccination apparaît comme une priorité. En surmontant ces défis par le biais d'un plaidoyer éclairé et de l'élaboration de politiques stratégiques, le potentiel des pharmaciens à contribuer de manière significative à la santé publique – notamment par l'amélioration de la couverture vaccinale – peut être pleinement exploité. Cela permettra non seulement d'améliorer les soins aux patients, mais aussi de renforcer la résilience du système officinal face aux maladies évitables par la vaccination.

Activités actuelles et futures de la FIP

À l'avenir, la FIP devrait continuer à jouer un rôle influent dans le domaine de la santé mondiale, notamment à travers plusieurs initiatives stratégiques. Parmi celles-ci, la FIP prévoit de publier un rapport détaillé sur la rémunération des services de vaccination en pharmacie, attendu au cours de l'année. Ce travail vient compléter les efforts continus de surveillance et de collecte de données concernant les pratiques de vaccination en pharmacie.

En outre, les 24 et 25 avril 2024, la FIP a organisé un sommet mondial consacré à l'élaboration des politiques, mettant en lumière le rôle croissant de la pharmacie dans stratégies vaccinales. Ce sommet faisait suite à l'adoption de la déclaration de politique mondiale de la FIP sur la vaccination tout au long de la vie approuvée par le Conseil de la FIP à Brisbane en 2023. Il visait à consolider les données issues des initiatives de 2023, à analyser les tendances mondiales en matière de vaccination et à évaluer les thérapies et technologies émergentes. Ces informations sont destinées à soutenir le personnel pharmaceutique et à améliorer les résultats en matière de santé publique.

Dans cette perspective, la FIP entend renforcer la mise en œuvre de sa politique sur le rôle des pharmaciens dans la vaccination tout au long de la vie. Elle prévoit de s'engager activement auprès des décideurs politiques, de communiquer efficacement avec toutes les parties prenantes concernées et de répondre aux mandats définis par le Conseil de la FIP. Ces actions visent à amplifier l'impact de ses politiques et à consolider l'infrastructure mondiale de la santé.

Remerciements particuliers

La FIP tient à remercier toutes les organisations membres qui ont aimablement contribué à cette étude :

Albanie

Ordre des pharmaciens d'Albanie

Argentine

Confédération pharmaceutique d'Argentine

Australie

La Société pharmaceutique d'Australie

Autriche

Chambre autrichienne des pharmaciens

Bangladesh

Société pharmaceutique du Bangladesh

Barbade

Association des pharmaciens des Caraïbes

Belgique

Association pharmaceutique Belge

Bosnie-Herzégovine

Chambre pharmaceutique de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Brésil

Conseil fédéral brésilien de la pharmacie

Bulgarie

Union pharmaceutique bulgare

Cameroun

Ordre national des pharmaciens du Cameroun

Canada

Association des pharmaciens du Canada

Cap Vert

Ordre des pharmaciens du Cap-Vert

Chine

Association pharmaceutique chinoise

Chine Taïwan

Société taïwanaise des pharmaciens du système de santé

Colombie

Ordre national des pharmaciens de Colombie

Congo, Dem. Rép. dém. du

Ordre des pharmaciens de la République démocratique du Congo

Costa Rica

Ordre des pharmaciens du Costa Rica

Croatie

Société pharmaceutique croate

Chypre

Association des pharmaciens turcs de Chypre

Danemark

L'association des pharmacies danoises

Équateur

Collège des chimistes, biochimistes et pharmaciens de Pichincha

Estonie

Association des pharmacies d'Estonie

France

Chambre française des pharmaciens
Fédération des syndicats pharmaceutiques de France

Finlande

Association des pharmacies finlandaises

Allemagne

Union fédérale des associations allemandes de pharmaciens

Ghana

Société pharmaceutique du Ghana

Guyane

Association des pharmaciens de Guyane

Hong Kong SAR, Chine

La Société pharmaceutique de Hong Kong

Hongrie

Société hongroise des sciences pharmaceutiques

Islande

Association des pharmaciens en Islande

Inde

Association pharmaceutique indienne

Indonésie

Association des pharmaciens indonésiens

Irlande

Union irlandaise de la pharmacie

Israël

Association pharmaceutique d'Israël

Italie

Federfarma - Fédération italienne des propriétaires de pharmacies privées

Japon

Association pharmaceutique japonaise

Jordanie

Association des pharmaciens de Jordanie

Kosovo

Société pharmaceutique du Kosovo

Liban

Ordre des pharmaciens du Liban
Institut national de santé publique,
d'épidémiologie clinique et de toxicologie -
Liban

Lituanie

Union pharmaceutique lituanienne

Malawi

Société pharmaceutique du Malawi

Malaisie

Société des pharmaciens de Malaisie

Malte

Chambre des pharmaciens de Malte

Mongolie

Association des professionnels de la pharmacie de Mongolie

Monténégro

Chambre pharmaceutique du Monténégro

Maroc

Sigma Pharm Gie

Namibie

Société pharmaceutique de Namibie

Népal

Association pharmaceutique du Népal

Pays-Bas

Association royale des pharmaciens néerlandais

Nigéria

Association des pharmaciens d'officine du Nigeria

Norvège

Association norvégienne des pharmaciens
Association norvégienne de la pharmacie

Paraguay

Association des pharmaciens du Paraguay

Philippines

Association des pharmaciens des Philippines

Portugal

Association nationale des pharmacies

Roumanie

Association des pharmacies indépendantes
Ethica

Fédération de Russie

Société pharmaceutique de Moscou

Serbie

Chambre pharmaceutique de Serbie

Sierra Leone

Société pharmaceutique de Sierra Leone

Slovénie

Chambre de pharmacie slovène

Afrique du Sud

Société pharmaceutique d'Afrique du Sud

Sud Soudan

Société pharmaceutique du Sud-Soudan

Espagne

Conseil général pharmaceutique d'Espagne

Sri Lanka

Société pharmaceutique du Sri Lanka

Suède

Association des pharmaciens suédois

Suisse

Société suisse des pharmaciens
(pharmaSuisse)

Tunisie

Syndicat des pharmaciens de Tunisie

Türkiye

Association des pharmaciens turcs

Royaume-Uni

Société royale pharmaceutique

Association de défense des pharmaciens

États-Unis d'Amérique

Association des pharmaciens américains

Ukraine

Toutes les chambres pharmaceutiques
ukrainiennes

Uruguay

Association uruguayenne de chimie et de
pharmacie

Yémen

Syndicat des propriétaires de pharmacies
d'officine

La FIP remercie les traducteurs qui ont contribué à la traduction de l'enquête en deux langues : français (Sarrah Khadir et Hala Sacre) et espagnol (Gonçalo Sousa Pinto).

La FIP remercie le professeur Ian Bates, directeur de l'Observatoire mondial des produits pharmaceutiques, le Dr Dalia Bajis, responsable principale du programme de la FIP, et Gonçalo Sousa Pinto, responsable de la transformation des pratiques de la FIP, pour leurs commentaires sur la version préliminaire de l'enquête.

La FIP remercie les titulaires de comptes régionaux de la FIP pour leur soutien à la diffusion de l'enquête.

Annexe : Résumé des données de l'étude

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'Etat)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Afghanistan	EMRO	Faible revenu	Non	ND	✓				
Afrique du Sud	AFRO	Revenu moyen supérieur	P/H	Oui, pour certains vaccins		✓			Non
Albanie	EURO	Revenu moyen supérieur	H	Non					Non
Algérie	AFRO	Revenu moyen inférieur	P	Oui, pour certains vaccins					
Allemagne	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins	✓	✓			Oui pour certains dossiers
Arabie Saoudite	EMRO	Revenu élevé	P	Non					
Argentine	OPS	Revenu moyen supérieur	P/H	Oui, pour certains vaccins	✓	✓	✓		Oui pour tous les dossiers
Arménie	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Australie	WPRO	Revenu élevé	P/H	Oui, pour certains vaccins	✓		✓		Oui pour tous les dossiers
Autriche	EURO	Revenu élevé	Non	Non				✓	Oui pour tous les dossiers
Bangladesh	SEARO	Revenu moyen inférieur	P/T/H	Non			✓		Non
Barbade	OPS	Revenu élevé	Non	Non					Non
Belgique	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins	✓				Oui pour certains dossiers
Bolivie	OPS	Revenu moyen inférieur	H	Non					

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Bosnie-Herzégovine	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Oui pour certains dossiers
Brésil	OPS	Revenu moyen supérieur	P	Oui, pour certains vaccins			✓		Oui pour tous les dossiers
Bulgarie	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Cameroun	AFRO	Revenu moyen inférieur	P/T	Non				✓	Oui pour certains dossiers
Canada	OPS	Revenu élevé	P/T/H	Oui, pour certains vaccins	✓				Oui pour certains dossiers
Cap Vert	AFRO	Revenu moyen inférieur	P	Non			✓		Non
Chili	OPS	Revenu élevé	Non	ND					
Chine	WPRO	Revenu moyen supérieur	Non	Non			✓		Oui pour certains dossiers
Chine Taïwan	WPRO	Revenu élevé	Non	Non				✓	Non
Chypre	EURO	Revenu élevé	Non	Non			✓		Non
Colombie	OPS	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Congo, Dem. Rép. dém. du	AFRO	Faible revenu	Non	Non					Non
Congo, Rép. du	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Corée (Rép. de)	WPRO	Revenu élevé	Non	ND					
Costa Rica	OPS	Revenu moyen supérieur	P	Oui, pour tous les vaccins				✓	Oui pour certains dossiers
Côte d'Ivoire	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Croatie	EURO	Revenu élevé	H	Non				✓	Non
Cuba	OPS	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Danemark	EURO	Revenu élevé	P/T/H	Non	✓		✓		Oui pour tous les dossiers

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Égypte	EMRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
El Salvador	OPS	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Émirats arabes unis	EMRO	Revenu élevé	P	Non					
Équateur	OPS	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Oui pour certains dossiers
Espagne	EURO	Revenu élevé	Non	Non					Non
Estonie	EURO	Revenu élevé	H	Non					Non
États-Unis d'Amérique	OPS	Revenu élevé	P/T/H	Oui, pour certains vaccins	✓	✓			Oui pour certains dossiers
Éthiopie	AFRO	Faible revenu	Non	ND					
Fédération de Russie	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Fidji	WPRO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Finlande	EURO	Revenu élevé	H	Non					Non
France	EURO	Revenu élevé	P/T	Oui, pour certains vaccins	✓				Oui pour certains dossiers
Ghana	AFRO	Revenu moyen inférieur	P	Non			✓		Non
Grèce	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins					
Guatemala	OPS	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Guyane	OPS	Revenu élevé	Non	Non					Non
Haïti	OPS	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Hong Kong SAR, Chine	WPRO	Revenu élevé	Non	Non	✓				Oui pour tous les dossiers
Hongrie	EURO	Revenu élevé	Non	Non					Non

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Inde	SEARO	Revenu moyen inférieur	Non	Non					Non
Indonésie	SEARO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Irlande	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins	✓		✓		Oui pour certains dossiers
Islande	EURO	Revenu élevé	P/H	Non	✓				Non
Israël	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins				✓	Non
Italie	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins	✓		✓		Oui pour certains dossiers
Japon	WPRO	Revenu élevé	Non	Non					Non
Jordanie	EMRO	Revenu moyen inférieur	P	Oui, pour certains vaccins			✓		Non
Kenya	AFRO	Revenu moyen inférieur	P	Oui, pour tous les vaccins					
Kosovo	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Koweït	EMRO	Revenu élevé	Non	ND					
Le Pakistan	EMRO	Revenu moyen inférieur	P/H	ND					
Lettonie	EURO	Revenu élevé	P	ND					
Liban	EMRO	Revenu moyen inférieur	H	Non				✓	Oui pour certains dossiers
L'Irak	EMRO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Lituanie	EURO	Revenu élevé	P/H	Oui, pour certains vaccins					Oui pour tous les dossiers
Luxembourg	EURO	Revenu élevé	P	ND					
Macédoine du Nord	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
(République de)									
Madagascar	AFRO	Faible revenu	Non	ND					
Malaisie	WPRO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Malawi	AFRO	Faible revenu	Non	Non					Non
Mali	AFRO	Faible revenu	Non	ND					
Malte	EURO	Revenu élevé	H	Non					Non
Maroc	EMRO	Revenu moyen inférieur	Non	Non			✓		Oui pour tous les dossiers
Maurice	AFRO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Mexique	OPS	Revenu moyen supérieur	ND	ND					
Mongolie	WPRO	Revenu moyen inférieur	Non	Non					Non
Monténégro	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Namibie	AFRO	Revenu moyen supérieur	P/T	Oui, pour certains vaccins			✓		Oui pour certains dossiers
Népal	SEARO	Revenu moyen inférieur	H	Non			✓		Non
Nigéria	AFRO	Revenu moyen inférieur	P/H	Oui, pour certains vaccins				✓	Non
Norvège	EURO	Revenu élevé	P/T/H	Oui, pour certains vaccins	✓		✓		Oui pour tous les dossiers
Nouvelle-Zélande	WPRO	Revenu élevé	P/T/H	Oui, pour certains vaccins					
Oman	EMRO	Revenu élevé	Non	ND					
Ouganda	AFRO	Faible revenu	ND	ND					
Panama	OPS	Revenu élevé	Non	ND					

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Paraguay	OPS	Revenu moyen supérieur	T	Non				✓	Non
Pays-Bas	EURO	Revenu élevé	H	Non					Oui pour certains dossiers
Pérou	OPS	Revenu moyen supérieur	ND	ND					
Philippines	WPRO	Revenu moyen inférieur	P/H	Non			✓		Oui pour tous les dossiers
Pologne	EURO	Revenu élevé	P	Oui, pour certains vaccins					
Portugal	EURO	Revenu élevé	P/H	Oui, pour certains vaccins					Oui pour certains dossiers
République slovaque	EURO	Revenu élevé	Non	ND					
République tchèque	EURO	Revenu élevé	Non	ND					
Roumanie	EURO	Revenu élevé	P	Non			✓	✓	Non
Royaume-Uni	EURO	Revenu élevé	P/T/H	Oui, pour certains vaccins	✓	✓	✓		Oui pour certains dossiers
Rwanda	AFRO	Faible revenu	Non	ND					
Sénégal	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Serbie	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non					Non
Sierra Leone	AFRO	Faible revenu	P/T/H	Oui, pour certains vaccins			✓		Non
Singapour	WPRO	Revenu élevé	Non	ND					
Slovénie	EURO	Revenu élevé	Non	Non					Non
Soudan	EMRO	Faible revenu	Non	ND					
Sri Lanka	SEARO	Revenu moyen inférieur	Non	Non					Non

Pays	Région	Niveau de revenu	Administration dans les pharmacies	Prescription par les pharmaciens	Remboursement par un tiers				
					Oui, par les systèmes de santé ou les assureurs publics (gérés par l'État)	Oui, par des systèmes de santé ou des assureurs privés	Non, le service est payé par le client	Non, le service est fourni gratuitement (c'est-à-dire que la pharmacie prend en charge le coût du service).	Accès (droits de lecture) aux registres de vaccination
Sud Soudan	AFRO	Faible revenu	P/T/H	Non				✓	Non
Suède	EURO	Revenu élevé	H	Non					Non
Suisse	EURO	Revenu élevé	P/H	Oui, pour certains vaccins			✓		Non
Tanzanie	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Tchad	AFRO	Faible revenu	P/T	Oui, pour tous les vaccins					
Thaïlande	SEARO	Revenu moyen supérieur	Non	ND					
Tunisie	EMRO	Revenu moyen inférieur	P/T	Oui, pour certains vaccins		✓	✓		Non
Turquie	EURO	Revenu moyen supérieur	Non	Non			✓		Non
Ukraine	EURO	Revenu moyen inférieur	Non	Non					Non
Uruguay	OPS	Revenu élevé	Non	Non					Non
Venezuela	OPS	Revenu moyen supérieur	P	Non					
Yémen	EMRO	Faible revenu	P/H	Non		✓	✓		Oui pour certains dossiers
Zambie	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					
Zimbabwe	AFRO	Revenu moyen inférieur	Non	ND					

ND : Pas de données

P : Pharmacien

T : Technicien en pharmacie

H : Autres professionnels de la santé

Traduit par la Conférence Internationale des
Ordres de Pharmaciens Francophones (CIOPF).



International
Pharmaceutique
Fédération

Fédération
Internationale
Pharmaceutique

Andries Bickerweg 5
2517 JP La Haye
Les Pays-Bas

-

T +31 (0)70 302 19 70
F +31 (0)70 302 19 99
fip@fip.org